

Retraites : La riposte, vite

Une commission « d'experts » (la commission Moreau) a préparé une batterie de « propositions » qui sont un coup de massue contre le système actuel des retraites. Derrière les propositions actuelles – l'augmentation de la durée de cotisation - l'élévation de l'âge de départ à la retraite- l'augmentation de la CSG pour les retraités etc... se profilent le retour progressif à la retraite individuelle, à l'abandon progressif d'un système de retraite basé sur des garanties nationales, le retour à l'attribution d'une retraite limitée uniquement aux seuls salariés de telle ou telle entreprise ou service, en dehors de toute référence nationale. Ce qui rappelle la situation qui était celle des travailleurs avant 1945. **Ce n'est qu'une étape, la véritable perspective que le patronat et**

le gouvernement socialiste ont en ligne de mire c'est celle-là. N'oublions pas que les « propositions » de la Commission Moreau ont été préparées jusque dans les détails par le MEDEF et la CFDT. On sait de quoi ceux-là sont capables !

15 millions de retraités seraient « trop payés » responsables, à leur niveau, de la situation actuelle ? C'est insultant pour celles et ceux qui ont travaillé toute leur vie avec les salaires qu'on sait. C'est insultant pour tous les salariés qui seront les retraités de demain.

Hollande et les siens savent que l'Etat alloue chaque année aux entreprises 200 milliards d'euros d'exonération fiscales et de cotisations sociales.

14 milliards d'un côté, 200 milliards de l'autre, comparez.

La CGT dit qu'elle ne permettra pas qu'on attaque les retraites, qu'il faut se mobiliser. Les Unions syndicales de retraités, CGT – FO –FSU – Solidaires, affirment qu'elles vont le faire. **Vite un mot d'ordre syndical pour une grande action dans tout le pays pour faire échouer ce funeste projet.**

Ce mot d'ordre est attendu : un sondage rapporte que : 83% des français sont inquiets, 78% sont prêts à se mobiliser (c'est plus 20 points sur 2010), 64% sont pour une mise à contribution des revenus financiers.

Comme toujours.

« Communistes » sera là pour mobiliser, développer notre combat commun contre cette nouvelle attaque contre nos retraites.

28 milliards pour la production, 700 milliards pour la spéculation.

Comparez

Chaque année en France des centaines de milliards qui sont le produit du seul travail des salariés ne sont pas investis dans le secteur productif. Une part essentielle des richesses créées par les travailleurs dans les usines, les bureaux, les services publics est détournée (dérobée est le mot qui convient) par les maîtres de l'industrie et de la finance. **C'est vrai partout : dans les principales places boursières du monde les échanges spéculatifs sont 80 fois supérieurs (vous avez bien lu 80 fois !) aux échanges commerciaux réels.**

Où passent ces sommes énormes ? Elles ne servent qu'à spéculer, des milliards contre des milliards. Elles alimentent une énorme bulle financière qui craque périodiquement comme on l'a encore vu

avec le déclenchement de la crise capitaliste de 2008.

Ceux qui se succèdent à la tête de l'Etat le savent mais ils n'en parlent jamais, qu'ils soient UMP, PS etc...Le mutisme du FN sur la même question confirme une fois de plus, que ce parti est lui aussi entièrement à la solde du capitalisme.

Ces gens là savent tous qu'en France ces dernières années, les « actifs financiers » ces sommes énormes détournées de la production ont augmenté de 700 milliards d'euros par an (en valeur constante). Il savent tous que **le produit intérieur brut ou PIB**, cette production annuelle de marchandises de produits et de bien de consommations **n'a augmenté que de ... 28 milliards !** Quant aux salaires les chiffres officiels parlent d'une

«augmentation» moyenne de 2% !

D'un côté 28 milliards pour la production indispensable au peuple et aux véritables échanges commerciaux, de l'autre 700 milliards détournés par les maîtres actuels du pays. Le capitalisme c'est ça !!

Et c'est des travailleurs, du peuple, que le gouvernement socialiste exige des sacrifices ! Tout comme l'a fait le gouvernement précédent et tout comme le ferait le gouvernement suivant si notre peuple laisse faire.

Tout changement politique profond passe par la nationalisation de tous les grands groupes économique et financier. Des nationalisations gérées démocratiquement par les représentants des travailleurs et du peuple.

Cette question est centrale.